

Evaluation de l'impact de la cartographie pour la sécurisation des ressources pastorales: Cas de la commune rurale de Fabidji (Niger)

[Assessment of the impact of mapping for securing pastoral resources: Case of the rural commune of Fabidji (Niger)]

Djibo Ibrahim¹, Maman Lawal Abdoul Aziz², Mamman Mani², Marichatou Hamani¹, and Assane Moussa³

¹Faculté d'Agronomie, Université Abdou Moumouni de Niamey, BP 10960, Niamey, Niger

²Département des Productions Animales, Institut National de la Recherche Agronomique du Niger, BP 429, Niamey, Niger

³Université Cheick Anta Diop, École Inter-États des Sciences et Médecines Vétérinaires, laboratoire de physiologie et de pharmacodynamie, BP 5 077 Dakar - Fann, Senegal

Copyright © 2020 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Characterized by the agro pastoralism and pastoralism, breeding is essentially extensive in Niger. However, the pastoral resources are more and more threatened by crops farms. To better securize fodder resources, the Departmental Commission Land of Boboye through its partners has processed to the mapping of these fodder resources. This study was conducted to assess the perception of actors of the rural community of Fabidji on how to secure fodder resources. A number of 76 persons consisted of officials for pastoral resource management and users of fodder resources were investigated. According to the survey results, 75% of the farmers and 63.6% of the livestock breeders asserted that the cartography has made access easier to the pastoral resources. According to farmers (91.3%) and livestock breeders (82.6%), the typology of pastoral resources has been well drawn by the cartography. At the organization level, all the ALHERI members (100%), AREN (100%) and those of the administration (100%), the majority members of FNEN DADO (75%) and the non-affiliates (96%) think that the cartography has permitted to improve the knowledge on pastoral resources. 75% of village leaders declared that the cartography has permitted to preserve of the pastoral resources. For the majority of AREN (85.7%), ALHERI (50%), FNEN DADO (50%), administration (71.4%) and (92%) of non-affiliates, the cartography has permitted to sort out of conflicts between breeders and agriculturists.

KEYWORDS: Cartography, Securization, Pastoral resources, Fabidji, Niger.

RESUME: Au Niger, l'élevage est essentiellement extensif caractérisé par le pastoralisme et l'agro-pastoralisme. Cependant, les ressources pastorales sont de plus en plus menacées par les champs de cultures. Dans le but de mieux sécuriser les ressources pastorales, la Commission Foncière Départementale de Boboye à travers ses partenaires, a procédé à une cartographie desdites ressources pastorales du département. Cette étude a été menée pour évaluer la perception des acteurs de la commune rurale de Fabidji sur la sécurisation des ressources pastorales. Un effectif de 72 personnes composé des responsables de la gestion pastorale et des utilisateurs des ressources pastorales a été enquêté. Selon les résultats de l'enquête, 75% des agriculteurs et 63,6% des éleveurs ont affirmé que la cartographie a facilité l'accès aux ressources pastorales. En effet 91,3% des agriculteurs et 82,6% des éleveurs ont affirmé que la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales. Au niveau des structures, tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN (100%), de l'administration (100%), la majorité des membres de FNEN DADDO (75%) et des non affiliés (96%); pensent que la cartographie a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales. 75% des décideurs et leaders villageois ont déclaré que cette cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales. Pour la majorité des membres d'AREN (85,7%), d'ALHERI (50%), de FNEN DADDO (50%), de l'administration (71,4%) et 92% des non affiliés; elle a largement contribué au règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs.

MOTS-CLEFS: Cartographie, Sécurisation, Ressources pastorales, Fabidji, Niger.

1 INTRODUCTION

Avec plus de 60 millions de têtes de bovins, 160 millions de petits ruminants et 400 millions de volailles, l'Afrique de l'Ouest s'illustre comme une région d'élevage par excellence [1]. Les zones d'élevage que sont les écosystèmes arides qui représentent 38,2% de cette partie de l'Afrique sont peu favorables au développement de la production végétale [2]. L'élevage constitue alors le seul mode de valorisation de ces zones écologiques fragiles où vivent des populations humaines vulnérables en termes de revenus et de sécurité alimentaire.

Au Niger, l'élevage occupe une place importante dans l'économie nationale puisqu'il représente 35% du Produit Intérieur Brut du secteur agricole [3]. Cependant, cet élevage qui est pratiqué de façon extensive notamment sous forme de transhumance couvrant une superficie de 620 000 km² [4]; [5]; [6] est confronté à de nombreuses contraintes dont l'insuffisance des ressources fourragères liés aux déficits pluviométriques et surtout à la disparition des espaces pastoraux traditionnels au profit des cultures.

Sur le plan pédologique, la croissance démographique a créé une dynamique de progression rapide des superficies cultivées avec comme résultat le doublement de la population tous les 25 ans [7]. La conséquence de ce doublement de la population, est une réduction progressive des espaces pastoraux favorables à l'élevage (à travers la mise en cultures des espaces pastoraux).

Il en résulte une faible productivité du cheptel et de récurrents conflits entre agriculteurs et éleveurs liés à l'utilisation de ces espaces.

Afin d'améliorer le développement du secteur rural en général, l'Etat du Niger a adopté en 1993 l'ordonnance 93-015 portant principes d'orientation du Code Rural. Cette ordonnance fixe le cadre juridique des activités agricoles, sylvicoles et pastorales dans la perspective de l'aménagement du territoire, de la protection de l'environnement et de la promotion humaine.

L'ordonnance assure la sécurité des opérateurs ruraux par la reconnaissance de leurs droits et favorise le développement par une organisation rationnelle du monde rural. Pour la sécurisation des opérateurs ruraux, elle institue deux outils qui sont le dossier rural et le schéma d'aménagement foncier. Ce dernier est institué dans chaque région du pays; il constitue un document cadre dont l'objet est de préciser les espaces affectés aux diverses activités rurales et les droits qui s'y exercent. Il est élaboré par le secrétariat permanent régional en liaison avec les collectivités locales et les commissions foncières municipales ou départementales du Code Rural.

Le schéma d'aménagement foncier doit s'appuyer sur des études d'impacts et faire l'objet d'une enquête publique permettant l'intervention des populations rurales et de leurs représentants. C'est dans ce cadre que la Commission Foncière Départementale de Boboye en s'appuyant sur le cas de la commune rurale de Fabidji, a voulu savoir si l'établissement de la cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji ?

L'objectif de cette étude est d'évaluer l'impact de la cartographie sur la sécurisation des ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji.

De façon spécifique, elle vise à:

- Identifier le statut socio-professionnel des différents acteurs;
- Recueillir l'opinion des acteurs sur la cartographie des ressources pastorales;
- Faire une évaluation de l'impact de la cartographie sur le règlement des conflits liés à l'exploitation des espaces pastoraux.

2 MATERIEL ET METHODES

2.1 MATRIEL

2.1.1 PERIODE ET SITE D'ETUDE

L'étude a été menée dans la commune rurale de Fabidji. Elle s'est déroulée pendant 4 mois (du 18 Juin au 17 Octobre 2013) sous forme d'une enquête auprès des acteurs. Cependant nous avons eu à enquêter des personnes qui ont des responsabilités au niveau départemental (Birni N'Gaouré) et régional (Dosso).

Créée par la loi No 2002-014 du 11 Juin 2002, portant création des communes et fixant le nom de leurs chefs- lieux, la commune rurale de Fabidji est située au sud-ouest du chef-lieu du département de Boboye (Région de Dosso) entre 12°25' et 13°10' Latitude Nord et 2°30' et 2°57' Longitude Est [8]. Elle couvre une superficie approximative de 1 075 Km² [9].

La commune rurale de Fabidji fait partie des 8 communes du département de Boboye et compte 29 villages administratifs. Pour l'année 2019, l'effectif de la population estimée à partir des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2001, est de 43 403 habitants dont 50,3% des femmes. La densité moyenne est de 40,4 habitants/Km² [10].

La figure 1 montre la commune rurale de Fabidji et la figure 2 fait le point sur les ressources pastorales de la commune.

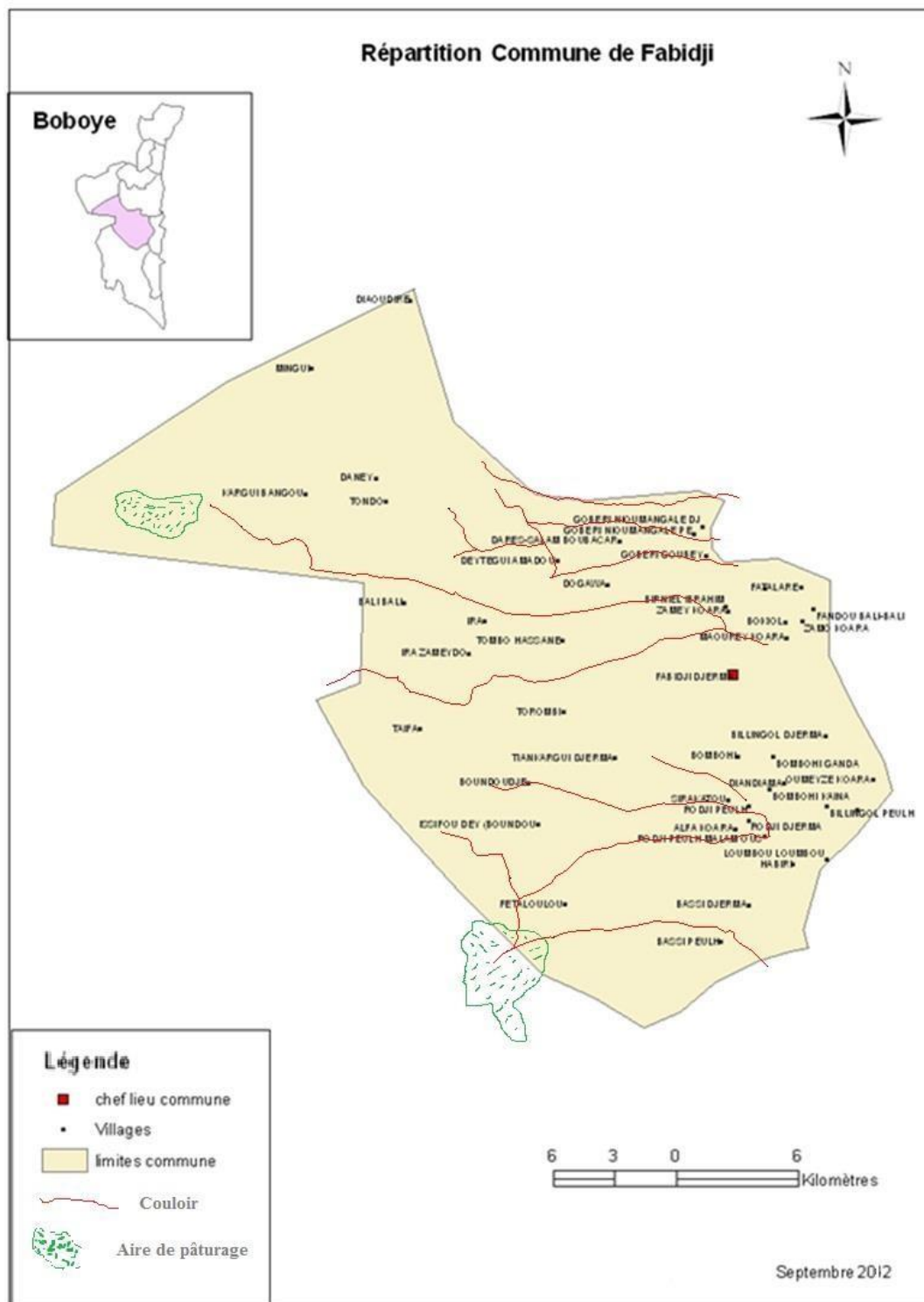


Fig. 1. La commune rurale de Fabidji

Source: [11]

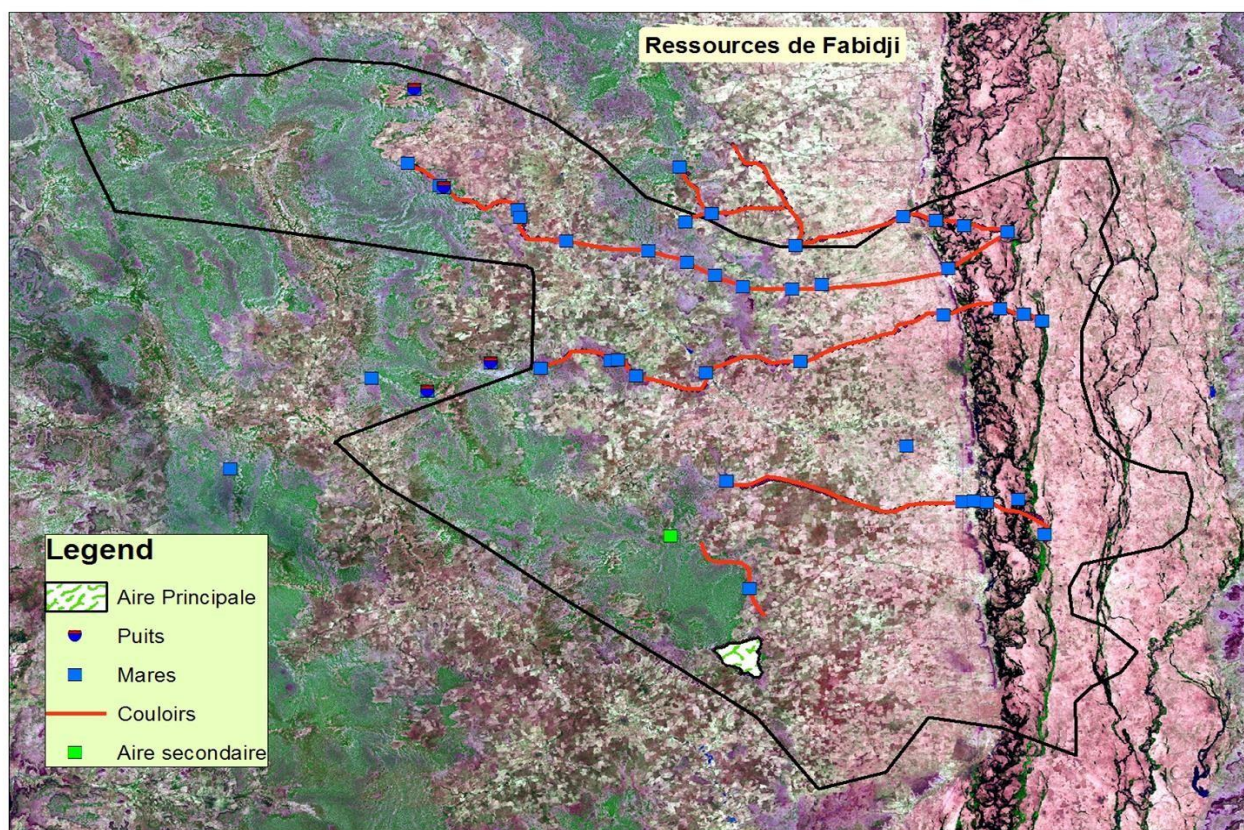


Fig. 2. Ressources pastorales de la commune rurale de Fabidji

Source [12]

2.1.2 MATERIEL TECHNIQUE

Le Matériel de notre étude est composé des fiches d'enquête et d'un guide d'entretien. Ils ont été testés avant d'être administrés aux différents acteurs impliqués dans la gestion des ressources pastorales afin de récolter les différentes informations sur leur perception de la cartographie dans le cadre de la sécurisation des ressources pastorales.

2.2 METHODES

2.2.1 POPULATION CIBLE DE L'ENQUETE

La population cible est constituée par:

- Le secrétaire permanent du Code Rural de la région de Dosso;
- Le directeur départemental de l'élevage de Boboye;
- D'un représentant du chef de canton de Birni N'Gaouré (chef secteur de Fabidji);
- Des 2 présidents départementaux et communaux des 2 associations des éleveurs: AREN (association pour la redynamisation de l'élevage au Niger) et FNEN DADDO (fédération nationale des éleveurs du Niger);
- Des 2 présidents départementaux et communaux de l'union des associations des agriculteurs (ALHERI);
- De la COFODEP (commission foncière départementale) avec 21 membres;
- De la COFOCOM (commission foncière communale) avec 22 membres;
- Des 2 COFOB (commission foncière de base) de la commune avec chacune 11 membres;
- Des 3 leaders des éleveurs transhumants de la commune (2 *Rouga* et 1 *Garso*);
- Des agriculteurs dont les champs se trouvent aux abords des ressources pastorales (au nombre de 60);
- Des éleveurs se trouvant au niveau des ressources pastorales lors de l'enquête (au nombre de 22).

Soit un total de 157 personnes.

2.2.2 METHODE D'ECHANTILLONNAGE

La méthode d'échantillonnage utilisée est d'abord stratifiée distinguant d'un côté les personnes à fonction administrative et les leaders des groupes et de l'autre les personnes utilisatrices des ressources pastorales. Après cet échantillonnage stratifié pour le premier, un échantillonnage au jauge a été faite c'est-à-dire des personnes à priori supposées réellement détenir des informations sur notre sujet de travail. Pour la seconde strate, un échantillonnage aléatoire a été fait par la suite avant d'administrer les questionnaires.

Ainsi, la taille de l'échantillon a été représentée par 72 personnes (un peu moins de la moitié de la population cible) réparties comme suit:

- Au niveau régional: Le secrétaire permanent du Code Rural de la région de Dosso;
- Au niveau départemental: Le Président (Préfet de Boboye), le secrétaire permanent et 3 membres pris au hasard de la COFODEP, le Directeur Départemental de l'Elevage de Boboye, les Présidents des associations notamment AREN, FEN DADO et ALHERI;
- Au niveau communal: le Président (Maire de la commune rurale de Fabidji) et 3 membres pris au hasard de la COFOCOM, les Présidents (chefs de village) et 3 membres pris au hasard des COFOB de Rodji Peulh et Bilingole Djerma, le représentant du chef de canton (chef de secteur de Fabidji), les présidents communaux des associations notamment AREN, FEN DADO et ALHERI, les leaders traditionnels des éleveurs dont 2 *Rouga* et 1 *Garso*, les agriculteurs au nombre de 20 (dont les champs se trouvent aux abords des ressources) et les éleveurs au nombre de 22 (se trouvant au niveau des ressources pastorales lors de l'enquête).

2.2.3 DEROULEMENT DE L'ENQUETE

Le guide d'entretien a été enregistré au niveau de douze décideurs. Il s'agit du Préfet du Département de Boboye, le Maire de la commune rurale de Fabidji, le Directeur Départemental de l'Elevage de Boboye, le représentant du chef de canton de Birni N'Gaouré, le Secrétaire permanent du Code Rural de la région de Dosso, le Secrétaire permanent de la COFODEP et les présidents des associations des éleveurs et agriculteurs (AREN, FNEN DADDO, ALHERI).

Les questionnaires ont été administrés à soixante (60) personnes qui sont surtout des membres des commissions foncières (COFODEP, COFOCOM, COFOB), des leaders traditionnels des éleveurs (deux *Rouga* et un *Garso*), des agriculteurs dont leurs champs se trouvent aux abords des ressources pastorales et des éleveurs se trouvant au niveau des ressources pastorales lors de l'enquête. Deux (2) types de questionnaire ont été utilisés. Le premier type est adressé aux membres des commissions foncières et aux leaders traditionnels des éleveurs. Il a pour but de recueillir des informations par rapport à l'identification de l'enquêté, la caractérisation des ressources pastorales, les limites géographiques des ressources pastorales, le respect par les éleveurs des espaces réservés aux systèmes pastoraux et les relations entre agriculteurs et éleveurs.

Le deuxième type de questionnaire est lui, adressé aux agriculteurs et aux éleveurs et vise à avoir aussi les informations sur l'identification de l'enquêté, les limites géographiques des ressources pastorales, le respect par les éleveurs et agriculteurs des espaces réservés aux systèmes pastoraux et les relations entre agriculteurs et éleveurs.

2.2.4 TRAITEMENT ET ANALYSE DES DONNEES

Les questionnaires ont été codifiés ce qui a permis d'établir une maquette des données au logiciel SPSS 17.0. Ce dernier a été également utilisé pour l'analyse descriptive des données. Le tableur Excel a été aussi utilisé pour la réalisation des tableaux et figures.

3 RESULTATS

3.1 STATUS SOCIO-PROFESSIONNELS DES ENQUETES

Le tableau 1 donne le statut des enquêtés à travers: l'âge, la situation matrimoniale, la structure d'appartenance et la profession. Ce tableau montre que 98,6% des enquêtés sont des mariés. Selon la structure d'appartenance, 29,3% des enquêtés sont de l'administration, 36% sont membres d'associations d'éleveurs et agriculteurs (19,4% à l'AREN, 8,3% à ALHERI, 8,3% à FNEN DADDO) et 34,7% des enquêtés affirment qu'ils ne sont affiliés à aucune structure.

L'agriculture et l'élevage sont les principales activités des enquêtés (31,9% chacun). Cependant 18,2% sont des décideurs et leaders villageois, 11,1% sont des agents des services techniques déconcentrés (STD) de l'Etat et 6,9% sont des membres des organisations paysannes (OP).

Tableau 1. Statut des enquêtés

| Statut | Effectifs | Pourcentages (%) |
|----------------------------------|-----------|------------------|
| Age | | |
| 15-39ans | 18 | 25 |
| 40-60ans | 41 | 56,9 |
| > 60ans | 13 | 18,1 |
| Situation matrimoniale | | |
| Marié | 71 | 98,6 |
| Célibataire | 1 | 1,4 |
| Structures d'appartenance | | |
| AIHERI | 6 | 8,3 |
| AREN | 14 | 19,4 |
| FNEN DADDO | 6 | 8,3 |
| Administration | 21 | 29,3 |
| Aucune structure | 25 | 34,7 |
| Profession | | |
| Agriculteurs | 23 | 31,9 |
| Eleveurs | 23 | 31,9 |
| Décideurs et leaders villageois | 13 | 18,2 |
| Membre d'OP | 5 | 6,9 |
| STD | 8 | 11,1 |
| Total | 72 | 100 |

3.2 OPINIONS DES ACTEURS SUR LA CARTOGRAPHIE

3.2.1 OPINIONS SUR LES RESSOURCES PASTORALES

Le tableau 2 donne les avis des acteurs sur la présence ou non des différents types de ressources pastorales. Ce tableau montre que la perception des acteurs sur les différents types de ressources pastorales diffère selon leur profession. Pour la majorité des agriculteurs (66,7%), les ressources pastorales se résument aux couloirs de passage, puits pastoraux et mares pastorales. Cependant pour la totalité des éleveurs (100%), les ressources pastorales ne sont que les couloirs et les mares pastorales. Pour la plupart des décideurs et leaders villageois (50%) ainsi que celle des agents des services techniques déconcentrés (STD) de l'Etat; les ressources pastorales de la commune sont les aires de pâturage, les couloirs de passage, les puits pastoraux et les mares pastorales.

Tableau 2. Opinions des acteurs sur les différents types de ressources pastorales

| Profession des enquêtés | Différents types des ressources pastorales | | | |
|---------------------------------|--|---------------------|---------------|---------------|
| | CP et MP | AP, CP, PP et MP CP | CP, PP, et MP | CP, PP, et MP |
| Agriculteurs | 0% | 33,3% | 0% | 66,7% |
| Eleveurs | 100% | 0% | 0% | 0% |
| Décideurs et leaders villageois | 12,5% | 50% | 12,5% | 25% |
| STD | 16,7% | 66,7% | 16,6% | 0% |

CP: Couloir de Passage; MP: Mares Pastorales; AP: Aires de Pâturage; PP: Puits Pastoraux.

3.2.2 OPINIONS DES AGRICULTEURS ET ELEVEURS SUR LA CARTOGRAPHIE

Le tableau 3 indique les différentes positions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie des ressources pastorales. Ce tableau fait ressortir que pour les composantes (agriculteurs et éleveurs), les ressources pastorales ont un statut controversé.

Cependant la majorité des agriculteurs (75%) et des éleveurs (63,6%) affirment qu'avec la cartographie, l'accès à ces ressources est facile, en ce sens que les couloirs de passage et pistes ne sont plus obstrués par les cultures.

Tableau 3. Positions des agriculteurs et éleveurs sur la cartographie

| Variables | Avis | Agriculteurs | | Eleveurs | |
|---|---|--------------|------|----------|------|
| | | N | % | N | % |
| Utilisation exclusive des ressources pastorales | Espaces controversés | 16 | 69,6 | 14 | 60,9 |
| Accès facile aux ressources pastorales par les éleveurs | Couloirs de passage et pistes non obstrués par les cultures | 15 | 75 | 14 | 63,6 |
| Respect de la typologie des ressources pastorales par la cartographie | Carte mentale et documentations fiables | 21 | 91,3 | 19 | 82,6 |
| Respect des limites géographiques des ressources pastorales par la cartographie | Ateliers compétents pour valider les limites | 16 | 69,6 | 20 | 87 |
| Respect des limites géographiques par les éleveurs | Limites consensuelles | 20 | 87 | 21 | 91,3 |
| Respect des limites géographiques par les agriculteurs | Limites consensuelles | 20 | 87 | 9 | 39,1 |

N: Nombre

3.2.3 OPINIONS DES ENQUETES SUR LA CARTOGRAPHIE EN FONCTION DE LEURS STRUCTURES D'APPARTENANCE

Le tableau 4 indique les avis des enquêtés sur la cartographie des ressources pastorales. Ce tableau montre que pour la composante (structure d'appartenance des enquêtés), la cartographie a permis d'améliorer les connaissances des acteurs sur les limites géographiques. En effet, selon la plupart des enquêtés (96,7%), la cartographie a permis de matérialiser les limites par géo référencement. A cela s'ajoute, la clarification des limites consensuelles acceptées par les acteurs (86,7% des éleveurs et 55% des agriculteurs).

Tableau 4. Avis des enquêtés sur la cartographie en fonction de leurs structures d'appartenance

| Variables | Avis | | Structure d'appartenance | | | | | |
|--|---|----|--------------------------|------|------------|------|------------|------|
| | | | ALHERI | AREN | FNEN DADDO | Adm | Sans Struc | T |
| Utilisation exclusive des ressources pastorales | Espaces controversés | Nb | 4 | 3 | 4 | 9 | 19 | 39 |
| | | % | 100 | 25 | 100 | 60 | 76 | 65 |
| Accès facile aux ressources pastorales par les éleveurs | Couloirs de passage et pistes non obstrués par les cultures | Nb | 4 | 10 | 2 | | 13 | 29 |
| | | % | 100 | 83,3 | 50 | | 59,1 | 69 |
| Respect de la typologie des ressources pastorales par la cartographie | Carte mentale et documentations fiables | Nb | 4 | 12 | 2 | 15 | 21 | 54 |
| | | % | 100 | 100 | 50 | 100 | 84 | 90 |
| Respect des limites géographiques des ressources pastorales par la cartographie | Ateliers compétents pour valider les limites | Nb | 4 | 12 | 3 | 15 | 16 | 50 |
| | | % | 100 | 100 | 75 | 100 | 64 | 83,3 |
| Amélioration des connaissances sur les limites géographiques des ressources pastorales par la cartographie | Matérialisation des limites par géo référencement | Nb | 4 | 12 | 3 | 15 | 24 | 58 |
| | | % | 100 | 100 | 75 | 100 | 96 | 96,7 |
| | | Nb | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 |
| | Limites non bien définies | % | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 1,7 |
| | | Nb | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 |
| | | % | 0 | 0 | 25 | 0 | 0 | 1,7 |
| Respect des limites géographiques par les éleveurs | Limites consensuelles | Nb | 4 | 12 | 3 | 12 | 21 | 52 |
| | | % | 100 | 100 | 75 | 80 | 84 | 86,7 |
| Respect des limites géographiques par les agriculteurs | Limites consensuelles | Nb | 4 | 6 | 2 | 8 | 13 | 33 |
| | | % | 100 | 50 | 50 | 53,3 | 52 | 55 |

Nb: nombre; Adm: administration; struc: structure; T: total

3.2.4 OPINIONS DES DECIDEURS ET LEADERS VILLAGEOIS SUR LA CARTOGRAPHIE

Le tableau 5 donne une synthèse des avis des décideurs et leaders villageois sur la cartographie des ressources pastorales. Ce tableau fait ressortir que, la majorité des décideurs et des leaders villageois (75%) pensent que la cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales. Ils ajoutent que les mesures qui doivent accompagner la cartographie doivent être la sensibilisation, le balisage et l'aménagement des ressources pastorales (16,7%) pour retenir les animaux dans les espaces pastoraux.

Tableau 5. Avis des décideurs et leaders villageois sur la cartographie

| Avis | Pourcentage (%) |
|--|-----------------|
| Objet de la cartographie des ressources pastorales | |
| Maîtrise et matérialisation des ressources pastorales pour prévenir les conflits | 8,3 |
| Analyse d'ensemble des systèmes pastoraux | 8,3 |
| Sécurisation des ressources pastorales | 75 |
| Identification et matérialisation des ressources pastorales | 8,4 |
| Respect des limites par les utilisateurs | |
| Avec la matérialisation le respect est plus facile pour tous | 25 |
| Les cofob riveraines et les cofocom doivent être fonctionnelles | 8,3 |
| Respect par les utilisateurs avec quelques violations | 41,7 |
| Jusqu'à-là le respect se fait sans problème | 8,3 |
| Respect par les utilisateurs car c'est eux qui militent pour le respect | 16,7 |
| Les mesures qui doivent accompagner la cartographie | |
| Sensibilisation-balisage | 16,7 |
| Information-sécuriser par des arrêtés-aménagements | 8,3 |
| Sensibilisation plus poussée sur l'utilité de la cartographie | 8,3 |
| Balisage de toutes les ressources pastorales | 33,3 |
| Balisage de toutes les ressources-aménagements | 8,3 |
| Aménagements pour retenir les animaux dans les espaces pastoraux | 16,7 |
| Balisage-aménagements | 8,4 |

Cofob: commission foncière de base

Cofocom: commission foncière communale

3.3 IMPACT DE LA CARTOGRAPHIE SUR LE REGLEMENT DES CONFLITS

3.3.1 CAUSES DES CONFLITS

La figure 2 montre les causes des conflits évoquées par les enquêtés. De cette figure il ressort qu'au niveau des structures AREN, FEN DADDO et une partie de l'administration, la cause principale des conflits est le non- respect des limites entre ressources pastorales et champs de culture. Cependant pour la structure ALHERI (avec 100% des membres) et une partie de l'administration, la cause majeure des conflits est le non- respect de la période de transhumance ou date de « libération » des champs. Pour les non affiliés, les causes des conflits sont la mauvaise cohabitation et le non-respect des limites.

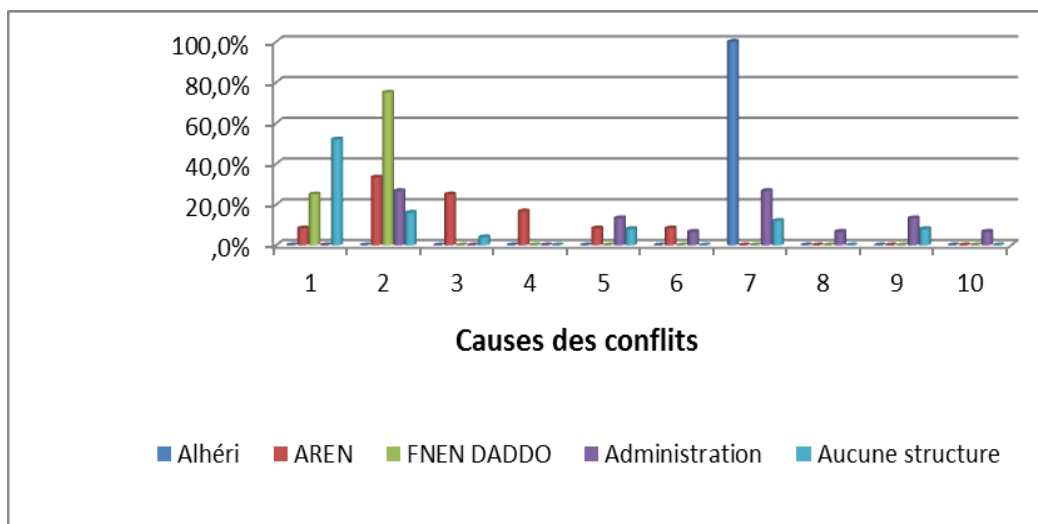


Fig. 3. Causes des conflits

1: Mauvaise cohabitation et non-respect des limites. 2: Non-respect des limites. 3: Non-respect des limites et insuffisance d'espace. 4: Insuffisance des ressources pastorales et fourrières secondaires. 5: Non-respect des limites et mauvaise cohabitation. 6: Non-respect des limites et conduite des enfants. 7: Non-respect de la période de transhumance. 8: Non-respect des limites et animaux en divagation. 9: Non-respect des limites et non-respect de la période de transhumance. 10: Disparition des espaces pastoraux au profit des cultures.

3.3.2 CARACTERES DES CONFLITS

La figure 3 montre le degré de violence des conflits. Ainsi, on constate que pour l'ensemble des structures, les conflits sont violents avec des morts d'Homme.

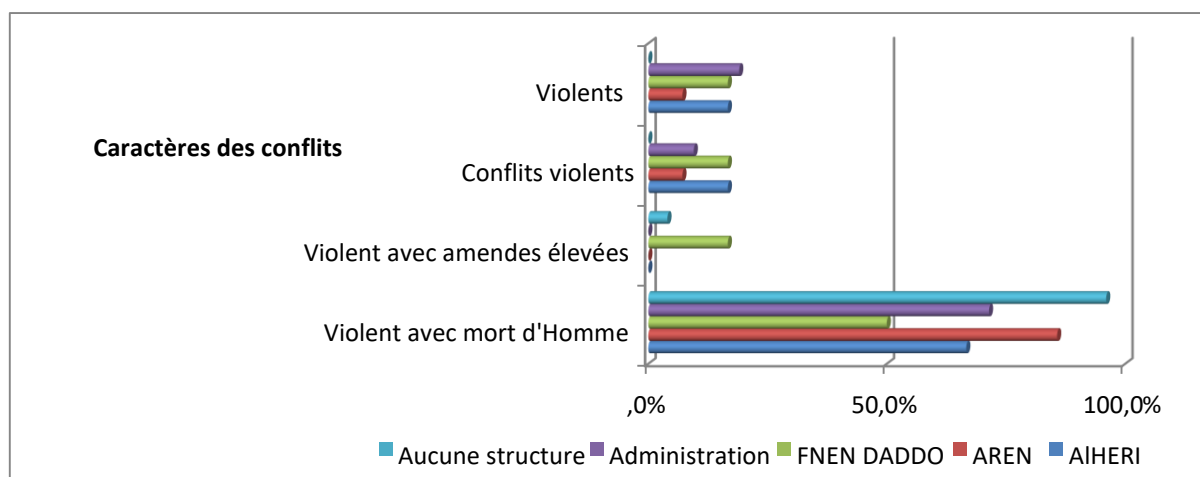


Fig. 4. Degré de violence des conflits

3.3.3 REGLEMENTS DES CONFLITS PAR LA CARTOGRAPHIE

La figure 4 montre les avis évoqués par les enquêtés sur le règlement des conflits avec la cartographie. Pour l'ensemble des structures, la cartographie a contribué largement au règlement des conflits par le fait que les limites entre ressources pastorales et champs de cultures sont bien définies.

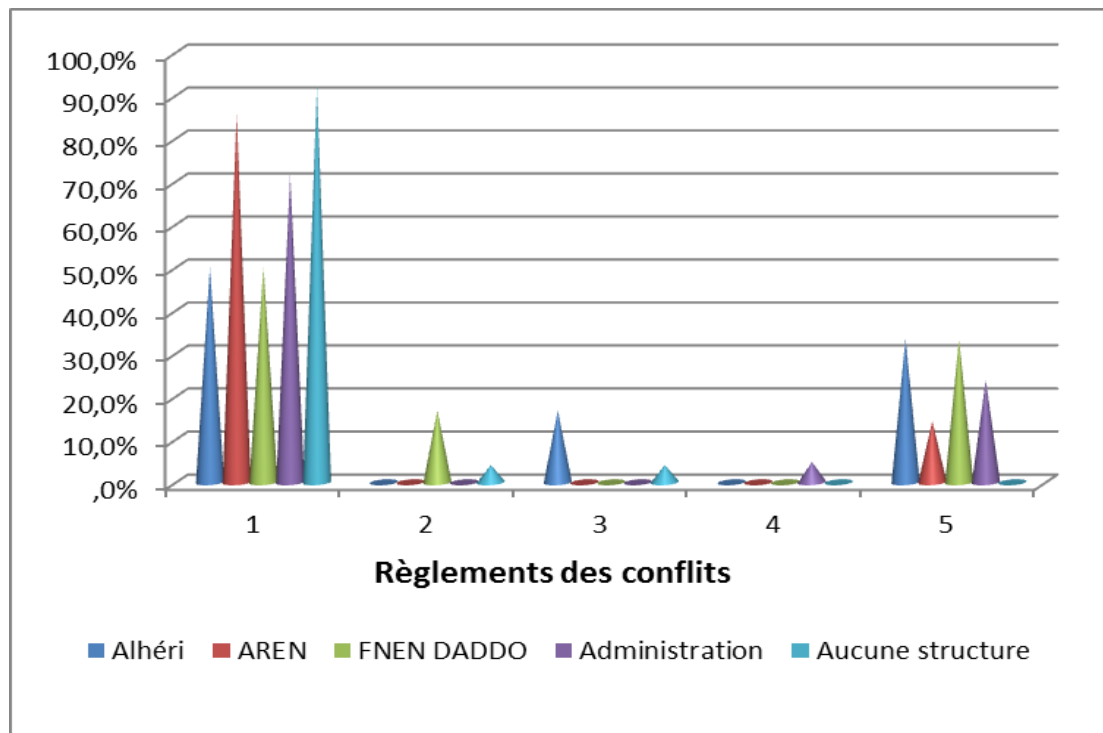


Fig. 5. Règlements des conflits avec la cartographie

1: Oui- limites bien définies. 2: Non- limites controversées. 3: Non- conflits dus à la période de transhumance. 4: Clarification du domaine pastoral. 5: Clarification du domaine de chaque utilisateur.

4 DISCUSSION

Les limites de l'étude sont dues à la taille de l'échantillon et à la ponctualité de l'enquête.

Malgré la petite taille de l'échantillon, ce dernier est représentatif dans le cadre de cette étude. En effet, l'enquête de type ponctuel se fait en un seul passage auprès des personnes enquêtées.

Les limites concernent aussi les informations. Ces informations ont été recueillies sur la base des déclarations des personnes enquêtées. Cependant avec la qualité de la plupart des personnes enquêtées (le Préfet, le Maire, le Secrétaire permanent du Code du Rural, le Directeur Départemental de l'Elevage, le Secrétaire permanent de la COFODEP, les Présidents des associations des éleveurs et agriculteurs et les leaders des éleveurs), nous estimons que les informations recueillies sont fiables.

Les résultats montrent que pratiquement tous les enquêtés sont mariés (71 mariés contre 1 célibataire). Ceci s'explique d'une part, par le fait que le célibat est mal apprécié et mal vu en zone rurale et d'autre part, la gestion pastorale est une thématique sensible dans la commune; ce qui fait d'elle une affaire de responsables et/ou d'adultes. En effet, sur l'ensemble des enquêtés, 59,9% ont un âge compris dans l'intervalle 40-60 ans et 18,1% ont un âge supérieur à 60 ans. Ces résultats rejoignent ceux de [13] qui ont montré sur un échantillon de cent (100) enquêtés constitué des acteurs de la gestion pastorale du département de Boboye au Niger; 100% des acteurs sont mariés, 61% ont l'âge compris 40 et 60ans et 20,8% ont un âge supérieur à 60 ans.

Les avis sont divergents sur les types des ressources pastorales de la commune. En effet la majorité des décideurs et leaders villageois (50%) ainsi que celle des agents techniques de l'Etat (67,7%) pensent que les ressources pastorales de la commune sont les aires de pâturage, les couloirs de passage, les puits pastoraux et les mares pastorales. Pour cette catégorie des enquêtés, ces ressources existent depuis toujours et sont comptabilisés dans le dossier rural. Quant à la majorité des agriculteurs (66,7%), elle estime que les ressources pastorales sont les couloirs de passage, les puits pastoraux et les mares pastorales alors que les agriculteurs remettent en cause l'existence des aires de pâturage en affirmant que ce sont des champs de culture. Selon la totalité des éleveurs (100%), les ressources pastorales se résument essentiellement aux couloirs de passage et mares pastorales. Cependant ils ne nient pas l'existence des aires de pâturage et des puits pastoraux. Les éleveurs justifient cela par le fait qu'au fil des années les aires sont de plus en plus envahies par les cultures et les puits pastoraux sont transformés en campements voire en villages. Nos résultats sont conformes à ceux de [13]; qui pour l'ensemble du département de Boboye au Niger a constaté que 70,1% des agriculteurs enquêtés nient l'existence des aires de pâturage et 98% des éleveurs pensent que les ressources pastorales ne sont que les couloirs de passage et mares pastorales.

La plupart des agriculteurs (69,6%) et des éleveurs (60,9%) pensent que les ressources pastorales ne sont pas exclusivement utilisées à des fins pastorales. Ils avancent comme raison que les espaces pastoraux ont un statut controversé. Pour les agriculteurs, le statut des espaces pastoraux est controversé par le fait qu'ils ne reconnaissent pas la vocation pastorale des espaces. Ils pensent aussi que cette partie du pays a une vocation agricole. Pour les éleveurs, le statut des espaces est controversé par le fait que les agriculteurs annexent les espaces pastoraux au profit des cultures. Selon eux, c'est la poussée démographique qui explique le comportement des agriculteurs. Ces résultats corroborent ceux de [14] qui ont montré qu'avec la poussée démographique, les agriculteurs du terroir de Ngoko (Tchad) ont annexé l'espace pastorale ne laissant que 15% de sa taille réelle. Mais pour l'écrasante majorité des agriculteurs (91,3%) et des éleveurs (82,6%), la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales. Cela a été possible grâce à la tenue des ateliers pour valider les limites. La tenue des ateliers (avant et après la cartographie) a été initiée pour avoir un large consensus sur les limites et la vocation pastorale des espaces.

Pour tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN et de l'administration et la majorité de ceux de FNEN DADO (50%) et des non affiliés (84%), la cartographie a respecté la typologie des ressources pastorales. En effet, la cartographie a concerné uniquement les ressources pastorales fournies par les utilisateurs lors des ateliers. Tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN et de l'administration et la majeure partie des membres de FNEN DADO (75%) et des non affiliés (96%), affirment que la cartographie a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales de la commune. Ils avancent comme raison la matérialisation des limites par géo référencement. La référence [15] a fait le même constat à Matamey au Niger où les structures des agriculteurs et éleveurs affirment que la cartographie pourrait améliorer les connaissances sur les ressources pastorales de la localité.

L'amélioration des connaissances sur les limites a permis une clarification du domaine de chaque utilisateur (agriculteur et éleveur) et a entraîné une gestion concertée de l'espace.

La majorité des décideurs et des leaders villageois (75%) pensent que l'objet de la cartographie est la sécurisation des ressources pastorales. La sécurisation de ces dernières par la cartographie est fondamentale afin de garantir la durabilité du système d'élevage dominant de la commune (système extensif). L'avis dominant (41,7% des décideurs et leaders villageois) sur le respect des limites entre ressources pastorales et champs de cultures par les utilisateurs, est que les utilisateurs respectent les limites mais avec quelques violations. Ces dernières sont les envahissements des cultures observés sur certaines ressources pastorales (surtout les aires). Pour la majorité des décideurs et leaders villageois (33,3%), la mesure qui doit accompagner la cartographie est le balisage de toutes les ressources pastorales. Le balisage permet une matérialisation définitive des ressources pastorales en entraînant une sécurisation durable des limites des espaces pastoraux de la commune. Ces résultats sont dans le même ordre d'idée avec ceux de [16] au Burkina Faso à la zone pastorale de la Doubégué, qui montrent que la solution aux problèmes pastoraux est la clarification du domaine pastoral. La sensibilisation et l'aménagement sont des éléments essentiels pour la gestion des ressources pastorales de la commune.

Les causes des conflits diffèrent en fonction des structures d'appartenance des différents acteurs. Les avis sont partagés sur ces causes.

C'est ainsi que, tous les membres d'ALHERI (100%) pensent que la cause des conflits est le non-respect de la période de transhumance. Pour eux, les animaux descendent dans les champs au moment où les agriculteurs font la récolte ce qui entraîne inévitablement des conflits. Pour la majorité des membres d'AREN (33,3%) et ceux de FNEN DADO (75%), la cause principale des conflits est le non-respect des limites entre ressources pastorales et champs de cultures. Selon ces membres, la croissance démographique conduit les agriculteurs à agrandir leurs champs au détriment des espaces pastoraux. Ceci fait que les animaux font des dégâts dans ces types de champs de cultures, entraînant des conflits qui sont souvent violents. Au niveau de l'administration, les avis sont également partagés. Certains membres de l'administration (26,7%) pensent que la cause majeure des conflits est le non-respect des limites entre ressources pastorales et champs de cultures alors que d'autres (26,7%) estiment que les conflits sont surtout dus au non-respect de la période de transhumance. L'administration qui doit trancher étant aussi partagée sur le problème. Les conflits sont souvent caractérisés par des violences avec malheureusement des pertes en vies humaines selon la majorité des membres de toutes les structures (85,7% des membres d'AREN, 66% de ceux d'ALHERI, 50% de ceux de FNEN DADO, 71,4% de ceux de l'administration et 96% des non affiliés). Le règlement des conflits par la cartographie s'est avéré fondamental, afin de contribuer à les éradiquer et à maintenir une bonne cohésion sociale au sein de la commune. Ainsi, les avis ont été ainsi unanimes que la cartographie est un outil de règlement et même de prévention de ces conflits. La plupart des membres de toutes les structures (50% des membres d'ALHERI, 85,7% de ceux d'AREN, 50% de ceux de FNEN DADO, 71,4% de ceux de l'administration et 92% des non affiliés) affirme qu'elle a largement contribué au règlement des conflits. Ces acteurs ont justifié cela, par le fait que la cartographie a permis de bien définir les limites entre ressources pastorales et champs de cultures. Nos résultats sont conformes à ceux de [17] qui dans la commune de Banikoara au Bénin, a constaté que la cartographie des ressources pastorales a permis la clarification du domaine de chaque utilisateur.

5 CONCLUSION

Au Niger, le système d'élevage dominant (système extensif) est menacé par les champs de cultures. C'est dans ce cadre qu'une cartographie des ressources pastorales a été faite dans trois départements dont celui du Boboye, afin de résoudre les conflits liés à l'utilisation des espaces.

Dans le but de mieux cerner la perception de la population, sur cette démarche, une enquête a été conduite pour recueillir l'avis des différents acteurs de la gestion pastorale de la commune rurale de Fabidji dans le Boboye.

Les résultats obtenus ont montré que, la majorité des agriculteurs (75%) et des éleveurs (63,6%) pensent que la cartographie a permis de faciliter l'accès aux ressources pastorales. Par ailleurs, la plupart de ces agriculteurs (69,6%) et éleveurs (87%) affirment que la cartographie a respecté les limites géographiques entre ressources pastorales et champs de cultures.

Au niveau des structures, 100% des membres d'ALHERI, 83,3% de ceux d'AREN, 50% de ceux de FNEN DADDO et 59,1% des non affiliés estiment que l'accès aux ressources pastorales a été facile avec la cartographie.

Pour tous les membres d'ALHERI (100%), d'AREN (100%), de l'administration (100%) ainsi que la majorité des membres de FNEN DADDO (75%) et des non affiliés (64%); la cartographie a respecté les limites géographiques entre ressources pastorales et champs de cultures et a permis d'améliorer les connaissances sur les ressources pastorales.

Par ailleurs, selon la majorité des décideurs et leaders villageois (75%), cette cartographie a largement contribué à la sécurisation des ressources pastorales. Selon la plupart des décideurs et leaders villageois, la principale mesure qui doit accompagner cette cartographie est le balisage de toutes les ressources pastorales.

Pour la majorité des membres d'AREN (85,7%), d'ALHERI (50%), de FNEN DADDO (50%), de l'administration (71,4%) et des non affiliés (92%); elle a contribué largement au règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs, en clarifiant les limites géographiques entre ressources pastorales et champs de cultures.

Globalement la population de Fabidji pense que la cartographie a permis de sécuriser les ressources pastorales et limiter les conflits liés à l'exploitation des espaces. Cependant la sensibilisation doit se poursuivre pour mettre définitivement fin aux tensions entre agriculteurs et éleveurs.

REFERENCES

- [1] OCDE/ FAO: Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 20112020, Rome, FAO, 2011.
- [2] Touré O. "Pastoralisme et développement durable en Afrique de l'Ouest, deux vieux compagnons de route", Agriculture Durable à faibles apports externes, 26, (1): 9-11, 2010.
- [3] Ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement communautaire: Plan de Développement Economique et Social (PDES), 2012-2015, Niamey: MPATDC, 2012.
- [4] Maidadji B: L'élevage au Niger: systèmes en place, politiques commerciales, atouts et limites, In: Ehui S., Barry M.B., Williams T.O., Koffi K.M., Zeleka P. (eds), Quelles politiques pour améliorer la compétitivité des petits éleveurs dans le corridor central de l'Afrique de l'ouest: implications pour le commerce et l'intégration régionale. Proceedings of a workshop held in Abidjan, Côte d'Ivoire, 17-18 September 2001. ILRI (Institut international de recherche sur l'élevage), Nairobi, Kenya, 2003.
- [5] Rhissa Z: Revue du secteur de l'élevage au Niger, Rapport provisoire, Février 2010, Niamey: FAO/SFW, 2010.
- [6] Chaibou M; Yaou O M; Gouro A et Laouali A, "Diversité, disponibilité et circuits d'approvisionnement des aliments du bétail dans la communauté urbaine de Maradi", Journal des Sciences de l'Environnement. 1 (1): 27-34, 2012.
- [7] Guengant J. P., Banoin M. "Dynamique des populations, disponibilités en terres et adaptation des régimes fonciers", le cas du Niger, Ed. Francis GENDREAU, Mumpasi LUTUTALA (FAO et CICRED), 2003.
- [8] Niger, Ministère de l'Environnement: Plan Local d'Eau et d'Assainissement (PLEA), Fabidji: Commune rurale de Fabidji, 2011.
- [9] Niger, Ministère de l'Intérieur, 2013: Plan de Développement Communautaire (PDC), Fabidji: Commune Rurale de Fabidji.- 53p.
- [10] Niger, Ministère du plan: Recensement de la population et d'habitat, Niamey, MP, 2011.
- [11] Niger, Ministère de l'Agriculture: Rapport d'activités, Boboye, Direction Départementale des Génies Rurales (DDGR), 2012.
- [12] Niger, Ministère de l'Agriculture: Rapport d'activités, Boboye, Commission Foncière Départementale de Boboye, 2009.
- [13] Ousseini Idi A: Enjeux foncier et stratégies des acteurs dans le Boboye-Niger, Mémoire: Géographie: Niamey: UAM, FLSH, 2012.

- [14] Frédéric R: Pratiques agro-sylvo-pastorales et stratégies de gestion des ressources naturelles dans les savanes de Tchad: cas du terroir de Ngoko, Actes du colloque du 27 au 31 Mai 2002, Garoua-Cameroun, RD, 2002.
- [15] Ilou Manzo A: Amélioration et sécurisation des espaces pastoraux: cas des commissions foncières de Zinder-Niger, Mémoire, Agronomie, Niamey: UAM, FA, 2005.
- [16] Elodie R. "Les zones pastorales comme solution aux conflits agriculteurs/pasteurs aux Burkina Faso: L'exemple de la zone pastorale de la Doubégué", Les cahiers d'Outre-Mer, (249): 47-71, 2010.
- [17] Kora: La cartographie au service de la médiation sociale en zone agro-sylvo-pastorale: cas du Bénin, Rapport SNV Bénin, Cotonou: SNV, 2004.